

**LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE
L'INNOVATION NUMÉRIQUE DE LA PART D'ORGANISMES DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE ET DE PARTICULIERS QUI S'OPPOSENT À LA CONSULTATION SOUS
FORME DE « SPRINT NATIONAL » SUR LA STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IA**

Le 31 octobre 2025

PAR COURRIEL ministeraidi-ministreiain@ised-isde.gc.ca

COPIE À melanie.joly@ised-isde.gc.ca
ised-isde@ised-isde.gc.ca

L'honorable Mélanie Joly
Ministre de l'Industrie
Chambre des communes
Ottawa, ON K1A 0A6

L'honorable Evan Solomon
Ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique
Chambre des communes
Ottawa, ON K1A 0A6

Groupe de travail sur la stratégie en matière d'intelligence artificielle du gouvernement
du Canada
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Madame l'honorable Ministre Joly, Monsieur l'honorable Ministre Solomon et Mesdames
et Messieurs les membres du Groupe de travail sur la stratégie en matière d'intelligence
artificielle du gouvernement du Canada,

**Objet : Des groupes de la société civile et des groupes de défense des droits de la
personne s'opposent au « sprint national » sur la stratégie en matière d'IA**

Nous, soussignés, universitaires, défenseurs et représentants d'organismes de la
société civile, de défense des droits humains, de défense des droits civiques, et de
communautés en quête d'équité, vous écrivons pour protester contre l'approche
profondément erronée et inappropriée en matière de consultation publique que
constitue le « sprint national » de trente jours du gouvernement sur sa stratégie
d'intelligence artificielle (« IA »), ainsi que pour nous y opposer.

**Nous demandons à la ministre Joly, au ministre Solomon et à Innovation,
Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») de :**

- 1. Reporter la date de la fin de la consultation au 2 février 2026;**
- 2. Remanier le groupe de travail afin que sa représentativité soit plus
équitable et qu'il soit en mesure de faire face aux menaces que pose l'IA à
l'égard de la population et des communautés;**
- 3. Réécrire le sondage pour en faire un instrument de consultation plus légitime et
impartial.**

Le processus de consultation actuel suggère un sérieux mépris des préoccupations aussi diverses que connues de la population canadienne par rapport aux risques et aux dangers liés aux technologies que l'on désigne actuellement par le terme « intelligence artificielle ». Cette impression découle de l'urgence créée de toutes pièces suscitée par la brièveté du délai imposé pour présenter des opinions éclairées sur un sujet aussi complexe et important que l'IA, des propos dominants du sondage connexe, de son cadre prédéterminé, de la priorité qu'il accorde aux intérêts commerciaux et économiques et de [l'absence de défenseurs et de représentants des droits de la personne et des libertés civiles](#) au sein du Groupe de travail sur la stratégie en matière d'IA (le « groupe de travail »).

Tous les signataires de cette lettre ne s'entendent pas nécessairement sur tous les points ci-dessous et n'ont pas tous les mêmes positions à l'égard des problèmes relatifs à l'IA ou des façons de les régler. Nous sommes toutefois tous unis dans notre opposition à ce processus de consultation. Nous refusons tous de participer à cette consultation et affirmons qu'elle ressemble à une tentative malhonnête de donner une légitimité publique à un résultat décidé à huis clos.

Le ministre Solomon a déclaré avoir l'intention d'éviter toute « [surenchère](#) » en matière de prévention des effets négatifs de l'IA. Cela suggère un [manque inquiétant de compréhension](#) de la vaste gamme d'effets négatifs documentés de ces technologies dont devrait tenir compte toute stratégie nationale pertinente.

Bien que l'utilisation de l'IA puisse avoir des conséquences positives dans certains cas précis, la question n'est pas de déterminer si une technologie a une quelconque utilité, mais si sa mise en œuvre *justifie le prix à payer*, que ce soit sur les plans humain, environnemental ou démocratique. Il s'agit d'une question complexe, multidimensionnelle et interdisciplinaire et il faut plus de trente jours, avec un bref préavis, pour y répondre par écrit de façon pertinente.

Pour être plus précis, vous trouverez ci-dessous une liste non exhaustive de certaines des nombreuses conséquences négatives et atteintes aux droits humains, ainsi que de certains des nombreux coûts psychologiques humains et risques pour l'ensemble de la société que comportent la mise en œuvre non réglementée des diverses technologies fondées sur l'IA qui ont été créées jusqu'à maintenant, particulièrement l'IA générative et les systèmes algorithmiques de prise de décision :

- **Aggravation des inégalités socio-économiques et érosion des droits du travail :** L'IA est bâtie sur le dos de travailleurs et travailleuses [sous-payé·e·s](#) et [traumatisé·e·s](#), notamment [des travailleurs et travailleuses fantômes](#) invisibles sur lesquels reposent les fonctionnalités de base des outils d'IA, [de travail humain caché](#) déguisé en IA et de [l'exploitation du travail créatif](#) sur laquelle est fondée l'IA générative. De plus, ces technologies [érodent les droits des travailleurs](#) et travailleuses et exacerbent les inégalités de pouvoir en milieu de travail en normalisant le [vol de salaire](#) par le biais d'[algorithmes de discrimination salariale](#), en utilisant des [« logiciels patronaux »](#), la [gestion algorithmique](#), la surveillance constante ainsi que des [systèmes d'embauche discriminatoires](#) fondés sur l'IA pour porter atteinte aux droits [à la vie privée](#), à la [santé et à la sécurité des travailleurs](#) et des travailleuses. Parallèlement, les [algorithmes de bien-être](#)

[automatisés](#) ont ruiné des vies en [détectant des fraudes](#), de façon erronée, [biaisée](#) et [arbitraire](#), à un tel point qu'aux Pays-Bas, on a jugé qu'ils [portaient](#) atteinte aux droits humains.

- **Sérieuses répercussions environnementales et climatiques** : Les centres de données d'IA ont besoin de [formidables quantités d'eau](#) et d'[énergie](#), ce qui, selon les prévisions, entraînera une [augmentation exponentielle](#) de la [demande](#) tout en provoquant une [résurgence de l'industrie des combustibles fossiles](#) et même [la réouverture de la centrale nucléaire de Three Mile Island](#). Les [communautés locales](#) où sont construits les centres de données sont les plus durement touchées, notamment par une [augmentation incontrôlée des factures de services publics résidentiels](#) et une [exacerbation des cas de sécheresse](#). L'intérêt que suscite l'utilisation de l'IA pour étendre l'extraction des ressources a également mené à la création de partenariats entre de [grandes sociétés technologiques et des sociétés productrices de combustibles fossiles](#), ce qui a causé d'autres dégâts environnementaux.
- **Colonisation, dépossession et l'effacement des peuples autochtones et de leurs droits** : Le développement de l'IA est fondé sur [l'appropriation, par extraction, des connaissances traditionnelles](#) et de [la propriété intellectuelle culturelle](#) en tant que données de formation tout en les dépouillant de [l'histoire et du contexte propres aux nations autochtones](#), sur la diffusion de [désinformation](#) impliquant la [fausse représentation et l'« uniformisation »](#) des peuples, des cultures et de l'art autochtones comme s'ils étaient [interchangeables](#), ainsi que sur une atteinte à la [souveraineté des données autochtones](#) et aux droits des Autochtones à l'égard de leurs propres terres au profit de [centres de données d'IA](#) nocifs pour l'environnement.
- **Automatisation du racisme dans l'ensemble de la société** : Les outils algorithmiques de prise de décision ont automatisé les préjugés contre les communautés noires, autochtones et certaines autres communautés racisées, avec des répercussions nuisibles sur de [nombreux domaines de leur vie](#), notamment des [carences en matière de soins de santé](#), [des orientations pédagogiques discriminatoires](#), [la perte de logements locatifs](#), [le refus d'accorder des prêts hypothécaires](#), des [décisions discutables en matière d'immigration](#), des [arrestations illicites](#) par les forces de l'ordre et un [traitement injuste](#) par le [système de justice pénale](#). Pendant ce temps, les programmes d'IA générative répondent systématiquement aux requêtes des utilisateurs en faisant preuve de [racisme explicite](#) et de préjugés raciaux plus subtils. Le racisme algorithmique prend une dimension plus lourde de conséquences lorsqu'on l'applique à des [systèmes d'armes autonomes](#), que ce soit dans le contexte d'opérations de sécurité, de [conflits armés](#) ou de [l'application de la loi](#).
- **Augmentation de [la misogynie](#) ainsi que des [abus, du harcèlement](#) et de la [violence fondé sur le genre](#)** : Des hommes, des garçons et même [des acteurs étatiques](#) utilisent [l'IA générative](#) et des [applications fondées sur l'IA](#) pour créer des [vidéos pornographiques hypertruquées](#) et [d'autres types d'images et de vidéos intimes](#) de femmes et de jeunes filles sans leur consentement, notamment [des étudiantes](#) et des [camarades de classe](#) de [villes](#) de tout le [Canada](#), ainsi que

de [journalistes](#), de [politiciennes](#) et de [femmes qui défendent les droits humains](#), portant atteinte à leurs droits fondamentaux au respect de [l'intimité sexuelle](#) et à l'autonomie sexuelle, à l'intégrité physique et à [l'égalité](#), ainsi qu'à leur liberté d'expression et leur capacité de [participer](#) pleinement à la démocratie et à la société.

- **Marginalisation et [exclusion des personnes LGBTABIA+](#) :** En matière d'identité de genre, les systèmes d'[analyse faciale](#) et de « [reconnaissance du genre](#) » sont inefficaces, [réducteurs](#) et [biaisés](#). [Des saisies de données prédatrices](#) utilisent des vidéos de transition extrêmement personnelles pour entraîner des algorithmes de surveillance. Des chercheurs du domaine de l'IA ont tenté de « [prédire](#) » l'[orientation sexuelle d'étrangers](#) sans leur consentement, et certains utilisateurs se servent de l'IA générative pour promouvoir [la haine et la violence homophobes, transphobes](#) et déshumanisantes sur les [médias sociaux](#).
- **Menaces fondamentales pour la santé mentale et le bien-être cognitif :** [De nombreux cas](#) de [décès d'adolescents qui se suicident](#) dans [des incidents](#) liés à des [interactions prolongées](#) avec des [agents conversationnels entretenant les impulsions négatives](#) ont fait surface. Les professionnel·le·s de la santé luttent contre la paranoïa, les [pertes de contact avec la réalité](#) et les [idées délirantes induites par des agents conversationnels](#), un phénomène de plus en plus répandu que l'on appelle communément « [psychose liée à l'IA](#) », et certaines études ont mis en évidence l'[éventuel déclin de la pensée critique](#) et de compétences connexes [chez les étudiant·e·s](#) et les autres personnes qui utilisent de grands modèles linguistiques (GML) pour effectuer des travaux scolaires ou de nature semblable.
- **Risques liés à la confidentialité, à la surveillance de masse et aux vulnérabilités en matière de sécurité :** Certaines pensées intimes que des gens avaient [saisies dans Grok](#) et ChatGPT ont été [divulguées dans le cadre de recherches effectuées avec Google](#). La présidente de Signal, Meredith Whittaker, a décrit l'« IA agentive » comme une [dangereuse menace](#) à l'égard de la vie privée et de [l'utilisation de messageries cryptées](#), des sociétés d'« [IA Potemkine](#) » commercialisent des produits en les présentant comme fondés sur l'IA tout en demandant secrètement à des travailleurs et travailleuses humain·e·s de consulter les courriels, les messages vocaux et les données saisies dans les calendriers de leurs clients. De plus, des [failles de sécurité critiques](#) exposant les développeurs à des attaques à distance, notamment des [codes d'exploitation « sans clic »](#), [ont été découvertes dans le logiciel Copilot de Microsoft](#), et des développeurs exposés à des attaques à distance dans [Anthropic](#). Pendant ce temps, certaines organisations chargées d'appliquer la loi et de veiller à la sécurité nationale ont [utilisé l'IA pour développer et étendre des outils de surveillance et d'analyse](#), et certains gouvernements ont [systématiquement tenté](#) d'exclure l'utilisation de l'IA à des fins de sécurité nationale de la portée de la [réglementation](#) malgré les [évidentes possibilités d'atteintes aux droits de la personne](#).
- **Promotion implicite de l'eugénisme et exclusion des personnes handicapées :** Certains grands chercheurs, experts en technologie et critiques du domaine ont mis en évidence les [racines eugénistes d'éminents apôtres de l'IA](#), ainsi que des projets et du discours connexes qui préconisent implicitement

d'[attribuer, à l'avenir, le pouvoir](#) en fonction d'une vision étroite de l'intelligence, au détriment de ceux et celles qui subissent aujourd'hui le fardeau de systèmes d'IA nuisibles. Cette tendance, que l'on a décrite comme de la « [phrénologie combinée à des mathématiques](#) », s'ajoute à l'[exclusion globale du mouvement des personnes handicapées](#) du développement et de la gouvernance de l'IA, en dépit de problèmes comme la [discrimination en matière d'assurance-maladie](#), le fait que les véhicules autonomes [ne reconnaissent ni les personnes en fauteuil roulant ni les piétons aveugles](#), la difficulté de coder les algorithmes en fonction des [différents types de handicap](#) et la nature instable de l'IA par rapport aux normes et à l'acceptabilité sociales.

- **Effondrement du contexte de l'information fonctionnelle** : Les grands modèles linguistiques sont connus pour produire des [textes inexacts, trompeurs](#), voire [inventés de toutes pièces](#) en les présentant comme de l'information ou des sources d'[expertise](#) fiables. Toutefois, la population y a de plus en plus [recours](#) en tant que sources d'information crédible. Les applications d'IA générative comme Sora 2 ont donné naissance à d'incessantes vagues de « [bouillie d'IA](#) » (qui, dans le cas de Facebook, sont [encouragées et payées par la plateforme](#) elle-même), ainsi que de [fausses images et vidéos](#) qui circulent sur Internet, ce qui constitue une [attaque brutale contre la réalité](#) et suralimente [les risques de désinformation](#) actuels, notamment à l'égard de la [démocratie](#) au [Canada et ailleurs](#), tout en multipliant la valeur boursière des dividendes [de ceux qui propagent ces mensonges](#).

En cette ère où il a été démontré que l'IA est dangereuse pour la société et les populations historiquement marginalisées, l'application d'une philosophie consistant à « agir rapidement quitte à faire des dégâts » à une « stratégie nationale » s'oppose à tout engagement visant à réglementer l'IA en respectant les principes des droits humains, de la justice sociale, de la participation démocratique, ou [de tisser la confiance](#) avec la société civile. Selon certains sondages et certaines enquêtes, au moins la moitié, et jusqu'à 85 pour cent des Canadiens « [perçoivent l'IA comme une menace](#) », [souhaitent que le gouvernement réglemente les technologies liées à l'IA](#), ou se [préoccupent des répercussions sociales et environnementales de l'IA](#).

Le fait que le gouvernement insiste pour agir avec une précipitation injustifiée sans commencer par prendre en compte les innombrables répercussions indiquées ci-dessus ni laisser aux parties prenantes, qui manquent souvent de ressources, le temps de le faire dans le cadre de leurs propositions est inadmissible. Cela est d'autant plus vrai que de nombreuses communautés vulnérables auxquelles l'IA porte préjudice de façon disproportionnée [sont justement les plus mal représentées au sein du groupe de travail](#).

[Nous avons déjà vécu cela](#). Les experts et les défenseurs des droits humains et de l'IA qui, de bonne foi, ont participé à une [consultation gouvernementale tout aussi biaisée](#) au sujet de la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* proposée dans le cadre du projet de loi C-27, qui a été abandonné, [en ont assez](#).

Compte tenu de tous les renseignements qui précèdent, nous réitérons les demandes que nous faisons ci-dessus à la ministre Joly, au ministre Solomon et à ISDE de :

1. **Reporter la date de la fin de la consultation au 2 février 2026;**
2. **Remanier le groupe de travail afin que sa représentativité soit plus équitable et qu'il soit en mesure de faire face aux menaces de l'IA à l'égard de la population et des communautés;**
3. **Réécrire le sondage pour en faire un instrument de consultation plus légitime et impartial.**

Entre-temps, la société civile canadienne rejette cette pseudo-consultation en tant que diversion visant à présenter un simulacre de consentement à un programme prédéterminé, et refuse d'y participer.

Nous organiserons plutôt un processus indépendant et distinct : une *Consultation populaire au sujet de l'IA*. Si les ministres, le groupe de travail et le reste du gouvernement canadien souhaitent réellement intégrer les opinions éclairées et pertinentes de la population sur l'IA, les propositions des organismes et des particuliers participants seront publiées le **2 février 2026** sur un site Web public (dont l'adresse précise sera annoncée dans les prochains mois).

SIGNÉ :

Organisations

1. Action Canada for Sexual Health and Rights
2. Adrienne Yiu Coaching & Consulting
3. Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux du Québec (APTS)
4. Amnesty International Canadian Section (English-speaking)
5. Amnistie internationale Canada francophone
6. Artificial Intelligence Monitor for Immigration in Canada and Internationally (AIMICI)
7. British Columbia Civil Liberties Association (BCCLA)
8. Canadian Anti-Stalking Association (CASA)
9. Canadian Center for Women Empowerment
10. Canadian Centre for Policy Alternatives
11. Canadian Council of Muslim Women (CCMW)
12. Canadian Friends Service Committee (Quakers)
13. Centre for Civic Governance
14. Centre for Climate Justice, University of British Columbia
15. Centre for Free Expression
16. Citizens for Public Justice
17. DAWN Canada
18. Disability Justice Network of Ontario
19. Ending Sexual Violence Association of Canada

20. Freedom of Information and Privacy Association
21. International Civil Liberties Monitoring Group
22. Just Peace Advocates/Mouvement Pour Une Paix Juste
23. Ligue des droits et libertés
24. NicheMTL
25. OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
26. OpenMedia
27. PEN Canada
28. Privacy & Access Council of Canada
29. Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)
30. SCFP 3535
31. Show Up Toronto
32. South Asian Legal Clinic of Ontario
33. Start Point Organization
34. Tech Workers Coalition Canada
35. Technologists for Democracy
36. The Canadian BDS Coalition and International BDS Allies
37. The Centre for Community Organizations (COCO)
38. Women's Centre for Social Justice - WomenatthecentrE
39. Women's Legal Education and Action Fund (LEAF)
40. Women's Shelters Canada / Hébergement femmes Canada
41. YWCA Canada

Individus

1. Adam Molnar, Associate Professor, University of Waterloo
2. Aja Mason, Boreal Logic Inc
3. Alana Lajoie-O'Malley, Dalhousie University
4. Alayna Kolodziechuk, Director, initio Tech and Innovation Law Clinic at Schulich School of Law Dalhousie University
5. Alberto Lusoli, Toronto Metropolitan University
6. Alex Megelas, Concordia University Applied AI Institute
7. Ana Brandusescu, McGill University
8. Andrew Clement, Professor Emeritus, University of Toronto
9. Andrew Do, OPEIU Tech Workers Union Local 1010
10. Anis Rahman, Assistant Teaching Professor, Department of Communication, University of Washington, Seattle, United States
11. Anne Pasek, Trent University

12. Dr Aren Roukema
13. Dr. Bhaskar Mitra, Independent Researcher
14. Bill Hearn, HearnLaw
15. Blayne Haggart, Professor of Political Science, Brock University
16. Caitlin Heppner, PhD Candidate, University of Ottawa
17. Carina Albrecht, Institute for Advanced Study
18. Prof Christoph Becker, Faculty of Information, University of Toronto
19. Claudia Fiore-Leduc
20. Corina MacDonald, Concordia University
21. Cynthia Khoo, Lawyer, Tekhnos Law / Senior Fellow, Citizen Lab
22. Daniel J. Paré, Associate Professor, University of Ottawa
23. Daniel Keyes, Department of English and Cultural Studies, University of British Columbia Okanagan
24. David Bugaresti
25. Dr. Derek Hrynyshyn
26. Dori Do
27. Dr. Astrida Neimanis, Department of English and Cultural Studies, UBC Okanagan
28. Dr. Bitu Amani, Queen's University, Faculty of Law
29. Elizabeth Block
30. Emile Dirks, Senior Research Associate at The Citizen Lab
31. Emily Truman, PhD, Research Program Coordinator and Data Analyst, Department of Communication, Media and Film, Faculty of Arts, University of Calgary
32. Emily Veysey, University of New Brunswick
33. Enda Brophy, School of Communication, Simon Fraser University
34. Erin Whitmore, Consultant & Registered Social Worker
35. Evan Light, Faculty of Information, University of Toronto
36. evelyn tischer
37. Fenwick McKelvey, Concordia University
38. Francky Franck
39. Gabrielle Lim
40. Gideon Christian, University Research Chair (AI and Law), Faculty of Law, University of Calgary
41. Gustavo Ferreira, Assistant Professor, teaching stream, University of Toronto
42. Gwendolyn Blue, University of Calgary
43. Hana Darling-Wolf, graduate student University of Toronto
44. Heather McLeod-Kilmurray
45. Heather Morrison
46. Irina Ceric, Assistant Professor, University of Windsor Faculty of Law

47. Jaigris Hodson, Royal Roads University
48. Jamie Liew, University of Ottawa, Faculty of Law
49. Jane Bailey, Full Professor, University of Ottawa Faculty of Law
50. Jason Hannan, University of Winnipeg
51. Jeff Doctor, Animikii Indigenous Technology
52. Dr. Jeff Heydon, Wilfrid Laurier University
53. Jennifer Pybus, York University
54. Jennifer Raso, Assistant Professor, Faculty of Law, McGill University
55. Jessica Dubé, IRSST
56. Joanna Redden, Associate Professor Western University
57. John Packer, Faculty of Law and Member, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa
58. Jonathan Wald, Centre for Engineering in Society, Concordia University
59. Jorge Frozzini, UQAC
60. Karen Smith, Associate Professor, Brock University
61. Karine Gentelet, Professor, Université du Québec en Outaouais
62. Katherine Reilly, Associate Professor, School of Communication, Simon Fraser University
63. Dr. Katie Szilagyi, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Manitoba
64. Kean Birch, Ontario Research Chair in Science Policy, York University
65. Kenneth Werbin, Associate Professor, Wilfrid Laurier University
66. Kit Chokly, PhD Student in Communication Studies, McGill University
67. Dr. Kristen Thomasen, Senior Chair in Law, Robotics, and Society and Associate Professor, Windsor Law
68. Léo Bourgeois, Junior Staff Lawyer, initio Technology and Innovation Law Clinic, Schulich School of Law at Dalhousie University
69. Leslie Regan Shade, Professor Emerita, Faculty of Information, University of Toronto
70. Leslie Salgado, PhD Candidate University of Calgary
71. Professor Lisa Austin, Jackman Faculty of Law, University of Toronto
72. Lucie Guibault, Dalhousie University
73. Lucy Suchman, Professor Emerita
74. Luke Stark, Faculty of Information and Media Studies, Western University
75. Madalyn Hay
76. Marcel O'Gorman
77. Marina Pavlovic, Associate Professor, University of Ottawa, Faculty of Law, Common Law Section
78. Mark Cauchi, Department of Humanities, York University
79. Martha Jackman, Professor emerita, Faculty of Law, University of Ottawa
80. Matthew Tegelberg, Associate Professor at York University

81. Mél Hogan, Associate Professor, Film & Media Studies, Queen's University
82. Melissa Adler
83. Natasha Goel, University of Toronto
84. Natasha Malik, PhD Candidate at McMaster University
85. Natasha Tusikov, Associate Professor, York University
86. Nathaniel Laywine, York University
87. Nicholas Fazio, York University
88. Nick Gertler
89. Noah Davis, initio Technology & Innovation Law Clinic
90. Noura Aljizawi, Senior Researcher at the Citizen Lab, University of Toronto
91. Ozgun Topak, Associate Professor, York University.
92. Paris Marx, Tech Won't Save Us
93. Patrick McCurdy, Professor, University of Ottawa
94. Phil Rose
95. Prem Sylvester, Simon Fraser University
96. Prof Valerie Steeves
97. Renée Sieber, Professor, McGill University
98. Robert W Gehl, Ontario Research Chair of Digital Governance for Social Justice, York University
99. Roch Tassé , ex-national coordinator, International Civil Liberties Monitoring Group
100. Ronald J. Deibert, O.C., O.O., Professor of Political Science and Director of the Citizen Lab, The Munk School, University of Toronto
101. Rosel Kim, Lawyer
102. Rowland Lorimer
103. Ryan J Phillips
104. Sara Bannerman, Canada Research Chair in Communication Policy and Governance, Professor, McMaster University
105. Sawndra Skjerven
106. Scott DeJong, Concordia University
107. Shalaleh Rismeni, McGill University
108. Shoshana Magnet, Professor, University of Ottawa
109. Siobhan O'Flynn, Assistant Professor, Teaching Stream, Canadian Studies Program, University of Toronto
110. Sophie Toupin, Université Laval
111. Stefanie Duguay, Associate Professor and Chair in Digital Intimacy, Gender and Sexuality
112. Stuart Poyntz, Simon Fraser University
113. Suzie Dunn, Assistant Professor, Dalhousie University Schulich School of Law, Director of the Law and Technology Institute

- 114. Tamara Shepherd, Associate Professor, University of Calgary
- 115. Thomas Wilson (MA student), SFU School of Communication
- 116. Tracey P. Lauriault, Associate Professor, Critical Media and Big Data, School of Journalism and Communication, Carleton University
- 117. Tracy Valcourt, Concordia University
- 118. Ümit Kiziltan
- 119. Vanessa T, Individual
- 120. Vasanthi Venkatesh, Associate Professor Faculty of Law University of Windsor
- 121. Vincent Wong, Assistant Professor University of Windsor
- 122. Xavier Parent-Rochelleau, Associate Professor, HEC Montréal
- 123. Yuan Stevens, Data & Society Research Institute; Independent Research Consultant and Advisor